

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
3 décembre 2003  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 28 novembre 2003, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Italie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je voudrais vous remercier, une fois encore, d'avoir pris les dispositions nécessaires pour permettre au Président de la République italienne, M. Carlo Azeglio Ciampi, de s'adresser au Conseil de sécurité pendant la séance consacrée à la Guinée-Bissau, le 18 novembre dernier.

Comme vous vous en souviendrez, dans la déclaration que j'ai faite le 20 novembre au nom de l'Union européenne dans le cadre du débat public du Conseil de sécurité sur l'organisation d'une Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, j'ai fait savoir aux membres du Conseil de sécurité que le Président Ciampi avait été contraint d'écourter sa visite aux États-Unis d'Amérique pour assister aux funérailles des victimes du terrible attentat commis contre le quartier général italien à Nassiriya, en Iraq. Je les ai également informés que le Président m'avait demandé de lire le texte de l'allocution qu'il devait prononcer (dont toute référence initiale au dossier de la Guinée-Bissau a été supprimée, pour en faire une déclaration plus générale sur le continent africain dans son ensemble), afin qu'il puisse être distribué comme document du Conseil de sécurité.

Compte tenu de ce qui précède, je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte joint à la présente lettre comme document du Conseil de sécurité (voir annexe).

L'Ambassadeur,  
(Signé) Marcello Spatafora



## **Annexe**

### **Annexe à la lettre datée du 28 novembre 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

#### **Discours du Président de la République italienne devant le Conseil de sécurité**

##### **L'Afrique et l'Italie : un engagement réciproque et une source d'espoir**

**New York, le 18 novembre 2003**

En tant qu'Italien, en tant qu'Européen, j'estime que nous commettrions une erreur impardonnable si nous ne nous engageons pas, avec une énergie et une volonté renouvelées, dans un effort décisif pour résoudre le problème de la pauvreté. Ce problème accable des centaines de millions de gens sur notre planète : il appelle une alliance nouvelle et durable entre le Nord et le Sud.

Le fossé entre le monde industrialisé et le monde en développement continue de s'élargir tragiquement, en particulier en Afrique. Je suis convaincu depuis longtemps, et je l'ai redit il y a environ deux mois dans l'enceinte de l'UNESCO à Paris, que le véritable défi que nous lance le XXI<sup>e</sup> siècle est ce fossé entre le Nord et le Sud.

La communauté internationale, et principalement l'Europe, a un devoir historique à l'égard du continent africain. Depuis des milliers d'années, l'Europe et l'Afrique ont tissé entre elles des liens multiples. L'Europe offre en partage au monde ses propres valeurs historiques; le progrès social et le développement humain en sont un aspect essentiel. L'Afrique ne peut par conséquent pas nous laisser insensibles.

Sur la planète mondialisée qui est la nôtre, l'échec d'une politique ou d'une négociation, quelles qu'elles soient, est l'échec de tous et chacun. Le lancement du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (le NEPAD) il y a deux ans était une initiative courageuse des dirigeants les plus visionnaires de l'Afrique. Cette initiative a montré que la politique, quand elle le veut, peut voir plus loin que le court terme. L'Afrique a décidé d'assumer la responsabilité de sa renaissance et invité le monde industrialisé à l'accompagner sur cette voie.

Mes entretiens avec de nombreux chefs d'État d'Afrique m'ont révélé des hommes habités par l'espoir, animés par des motivations sincères et fermement résolus à faire mentir le pessimisme ambiant. J'ai été impressionné par la volonté affichée par l'Afrique de prendre le contrôle de son destin, de s'engager sur la voie du développement durable et d'être un partenaire sûr et fiable pour les pays industrialisés. Convaincue qu'elle doit assumer sa part de responsabilité dans l'intérêt de tous, l'Italie a, dès le départ, soutenu vigoureusement le NEPAD.

L'Afrique a pris l'engagement d'instaurer la démocratie et de garantir l'état de droit, la bonne gouvernance et le respect des droits de l'homme. De son côté, le monde industrialisé doit garantir des investissements, des ressources nouvelles, une aide au développement et l'accès à ses marchés.

Atteindre des objectifs précis d'élimination de la pauvreté fait désormais partie du domaine du possible. La Déclaration du Millénaire, la Conférence de Monterrey, les Sommets de Gênes, Kananaskis et Évian du Groupe des Huit et le Sommet de Johannesburg permettent d'espérer qu'un processus dynamique a été mis en train. En effet, certains progrès ont déjà été faits sur le plan de l'aide au développement, de la lutte contre les maladies, de l'amélioration et de la modernisation de l'équipement, de la protection de l'environnement, de la démocratisation et de la sécurité. Les Africains eux-mêmes y ont pris une part décisive en facilitant le règlement de certains conflits et en participant à des missions de maintien de la paix. Le dispositif complexe de dialogue, de compréhension et la coopération qui a été mis en place entre les institutions africaines, l'ONU, l'Union européenne et la communauté internationale a incontestablement contribué aux progrès ainsi accomplis.

Cela n'empêche pas qu'en Afrique des problèmes qui ont leur origine dans un passé lointain n'ont toujours pas trouvé leur solution. Je n'en veux pour preuve que l'écart entre les engagements et les besoins, les distorsions du commerce international, la part toujours plus faible du continent dans les exportations mondiales, l'énorme coût humain et social du sida et le fait que l'Afrique au sud du Sahara est désormais la seule région du monde où la pauvreté continue de s'étendre au lieu de reculer.

L'Afrique est encore aujourd'hui le continent des régimes autoritaires, des conflits armés, des maladies contagieuses, des taux élevés de mortalité, de la pollution et de l'analphabétisme. L'état de droit a du mal à y prendre racine; et pourtant, sans lui, aucune société civile ne peut s'épanouir. La démocratie est encore trop fragmentée et hésitante; les aspirations démocratiques à une société où tous les citoyens sont gouvernés par des règles stables et acceptées par tous sont loin d'être satisfaites.

De nouveaux défis s'ajoutent aujourd'hui à ces maux :

Pour l'Afrique, à la différence des autres continents, la mondialisation est une source d'inquiétude plutôt que d'espoir. Il faut que l'Afrique puisse toucher sa part des fruits de l'interdépendance. La communauté internationale doit rapidement se fixer un objectif bien défini et veiller à progresser sans retard et sans se laisser distraire vers la réalisation de cet objectif. Détourner notre attention de l'Afrique sous la pression d'autres événements ou priorités serait une grave erreur.

Nous devons bannir de nos esprits l'idée même que nous pourrions ne pas atteindre les objectifs pour le Millénaire, surtout à l'approche d'une échéance importante pour le suivi de nos engagements. Dans la réalisation de ces engagements, nous ne devons pas faire abstraction des liens entre la pauvreté et la marginalisation d'un côté et la propagation de la violence, de l'extrémisme et du terrorisme de l'autre. Le désespoir et l'humiliation qui accablent des millions d'êtres humains et les excluent de la société obscurcissent l'avenir de tous.

Si, en ce début de siècle, l'Afrique peut faire la preuve qu'elle sortira victorieuse d'un combat mené selon l'esprit et la lettre du NEPAD et se libérer du cercle vicieux de la guerre et de la pauvreté, de la stabilité et de la marginalisation, nous pouvons espérer vivre dans un monde plus juste, plus stable et plus sûr. La renaissance de l'Afrique permettra de juger si l'Occident saura étendre à une région

qui est complémentaire de la nôtre les principes de liberté, de démocratie et de progrès social qui ont garanti notre prospérité.

L'Italie sait non seulement que nous avons un devoir de solidarité et de justice envers l'Afrique, mais aussi que nous sommes unis par les liens de l'amitié et de la culture. Je suis personnellement résolu à faire en sorte que ce sentiment de responsabilité commun à tout le peuple italien ne se démente jamais.

L'Italie a été l'un des premiers pays à pratiquer la conversion et l'annulation de la dette des pays en développement. Nous sommes prêts à annuler une nouvelle tranche de 2,7 milliards d'euros de la dette des pays les plus pauvres, en plus des 1,8 milliard qui ont déjà été annulés. Je compte que la communauté des créanciers entreprendra rapidement d'annuler l'intégralité de la dette financière et commerciale des pays les plus pauvres du monde.

L'Italie est consternée par l'horrible tragédie vécue par les milliers d'Africains qui, dans une fuite désespérée pour échapper à la misère et aux conflits armés, cherchent à gagner nos rivages. Les millions d'immigrants africains qui vivent dans l'Union européenne constituent une nouvelle composante de notre société, et, par leur détermination, leur travail et leur adhésion aux valeurs et aux règles de la société qui les accueille, ils renforcent encore le respect que nous avons pour eux.

Mais l'émigration ne résoudra pas les problèmes de pauvreté, de chômage et de démographie de l'Afrique. Les migrants qui fuient leur pays se comptent aujourd'hui par milliers. Mais que ferons-nous si, demain, ils se comptent par centaines de milliers? Comment pourrons-nous les accueillir dans une Europe dont la population est déjà aussi dense?

Ce n'est pas de nouvelles stratégies que l'Afrique a besoin, mais d'action, de vérification et de résultats tangibles. Les politiques ont besoin de détermination, de bonne volonté et d'être appliquées. Il n'y a pas d'autre solution que le développement social et économique sur place. Le Nord et le Sud doivent travailler ensemble à mettre en place les conditions qui permettront aux Africains d'avoir un niveau de vie décent dans leurs pays respectifs. L'Italie et l'Europe se sont fixés comme objectifs le transfert de capitaux et de technologies, l'aide au démarrage d'entreprises, la coopération dans le domaine de la santé publique, les travaux d'équipement et l'ouverture des marchés.

L'Europe et l'Afrique partagent la même aire historique, géographique et culturelle. L'Afrique a été le premier banc d'essai des relations extérieures de l'Union européenne. Avant même que l'Union ait pu adopter sa propre politique étrangère, le Traité qui a institué la Communauté européenne avait consacré le principe selon lequel l'Europe et l'Afrique devraient former une association dont le but serait « *la promotion du développement économique et social des pays et territoires d'Afrique et l'établissement de relations économiques étroites entre eux et la Communauté dans son ensemble* ».

L'Europe est consciente que son engagement doit être substantiel et cohérent. L'Afrique est un continent qui a besoin d'espoir. Dans un esprit de solidarité, l'Union européenne entend épauler l'Afrique. Elle a pour dessein d'accompagner la renaissance de l'Afrique sur les trois fronts de l'économie, des institutions politiques et sociales et de la sécurité.

L'opération Artémis a été la première mission militaire de l'Union hors des frontières européennes. La République démocratique du Congo a ainsi été l'un des premiers terrains d'essai du nouveau dispositif mis en place par l'Union pour favoriser la stabilité dans les régions voisines.

L'Afrique doit aussi être un lieu où l'Europe puisse faire la preuve qu'elle peut parler d'une seule voix. De même, l'Europe doit se montrer toujours plus unie dans son action politique au sein de l'Organisation des Nations Unies. Les problèmes et les questions auxquels est confronté le continent africain confirment notre conviction que nous devons renforcer l'ONU en mettant à sa disposition les moyens qui lui permettront de relever les défis du monde contemporain.

L'ONU joue un rôle essentiel en Afrique. Le Conseil de sécurité doit être félicité de continuer à attirer l'attention de la communauté internationale sur la question des conflits et la consolidation de la paix en Afrique. Sans la paix et la sécurité, il ne peut y avoir de développement. Sans l'ONU, la réalité et le vécu de l'Afrique nous seraient encore plus étrangers. Rien ne saurait remplacer l'ONU dans son rôle de légitimisation et de stabilisation.

Le NEPAD n'a pas encore deux ans accomplis. Ses objectifs visent tous le long terme. Les richesses et les perspectives de développement de l'Afrique sont considérables. Ses dirigeants ont fait la preuve de leur volonté de régler les problèmes du continent et se sont donnés les moyens de le faire.

Tous ces facteurs constituent une bonne base de départ pour changer tout ce qu'il est possible à l'homme de changer dans le monde : pour cela, il faut un engagement cohérent, durable et concret, qui est sans doute inspiré par la solidarité humaine, mais qui est aussi dans notre intérêt à tous, car notre intérêt est étroitement lié à celui des peuples d'Afrique.

---